

<https://fakirpresse.info/puisque-nous-parlons-de-pantouflage>



Puisque nous parlons de pantouflage

- Le Journal - Dossiers -



Publication date: dimanche 20 mai 2018

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

C'est ma soirée la plus chaude. Au cours du débat sur « la moralisation de la vie publique », j'attaque, une première fois, le président Macron sur les conflits d'intérêts. Je me fais attaquer, à la fois par la droite et par En Marche ! Que faire ?

J'hésite.

Je me sens isolé, ce soir-là, à l'Assemblée, pendant le débat sur « la moralisation de la vie publique ».

J'y vais quand même, pour une seconde couche, sur le président Macron et Lagardère.

Il y avait là matière à débats.

Et je m'attendais à de belles polémiques.

Mais qu'en ont retenu les médias ? La chemise hors du pantalon !

La présidente : La parole est à M. François Ruffin, pour l'amendement n°168.

François Ruffin : Ce débat me fait penser à la lettre volée d'Edgar Allan Poe : ce qui est sous les yeux est souvent le moins visible. Comment ne pas voir le caractère grotesque de ce projet de loi de rétablissement de la moralisation ou de la confiance, avec Emmanuel Macron à la tête de l'état ! Puisque nous parlons de pantouflage, rappelons donc ses débuts de carrière (exclamations sur les bancs du groupe REM), même si ça ne vous plaît pas !

Membre de la commission Attali, il fréquentait Serge Weinberg, aujourd'hui

PDG de Sanofi. C'est ainsi qu'il a pu entrer chez Rothschild. Que nous disent, en effet, les banquiers d'affaire, dans la biographie d'Emmanuel Macron ? Que Rothschild, en engageant Emmanuel Macron, a voulu acheter le carnet d'adresses qu'il s'était constitué grâce à la commission Attali.

L'on y apprend encore que le principal contrat négocié par Emmanuel Macron fut Nestlé, dont il aura fréquenté le PDG au sein de la commission Attali. Un seul contrat important, apporté sur un plateau par la commission Attali ! Le pantouflage peut permettre une véritable privatisation, cela se voit comme le nez au milieu de la figure. C'est la lettre volée d'Edgar Allan Poe ! il convient, en tout cas, d'interdire ce type de situation pour l'avenir. Je reviendrai pour le second épisode.

La présidente : La parole est à madame Annie Genevard.

Annie Genevard : J'entame mon deuxième mandat de députée et je voudrais vous faire part de ma surprise, voire de ma consternation face aux propos qui peuvent se tenir dans cet hémicycle. Emmanuel Macron n'était pas mon candidat. Mais il est aujourd'hui président de la République et l'usage, qui a toujours prévalu dans cette assemblée, veut que l'on ne mette pas en cause le président de la République. (Applaudissements sur les bancs des groupes LR, REM et MODEM ainsi que sur quelques bancs du groupe NG.)

Si l'on considère qu'il n'y a plus d'usages dans cette maison, que l'on peut se vêtir comme on le souhaite, se tenir comme on veut, apporter ce que l'on veut dans l'hémicycle, soit, mais je ne m'y résous pas, car nous sommes regardés par les Français qui exigent de nous une certaine forme de tenue, laquelle passe par le respect de nos règles.

La présidente : La parole est à Mme Caroline Abadie.

Caroline Abadie : Monsieur Ruffin, j'espère que vos propos ont dépassé votre pensée. D'autres extrêmes ont déjà utilisé ces arguments pendant la campagne. Je rappelle la réponse qu'avait

Puisque nous parlons de pantouflage

donnée le président de la République : « *Ce que vous avez décrit, ce sont des conflits d'intérêts, qui se caractérisent pénalement.* » soit vos propos relèvent de la diffamation, soit vous allez en justice. nous ne sommes pas un tribunal populaire, ni un théâtre pour vos coups de communication.

(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)

Philippe Gosselin : La parole est libre !

La présidente : La parole est à monsieur François Ruffin.

Christian Jacob : sa chemise sort de son pantalon, c'est invraisemblable !

François Ruffin : Comme on revient sur la question du pantouflage, je veux dire que j'ignorais l'usage...

Christian Jacob : En effet, vous ignorez les usages !

François Ruffin : Pardon ?

Christian Jacob : La chemise rentrée dans le pantalon, c'est dans les usages !

La présidente : Monsieur Ruffin, vous avez la parole.

François Ruffin : J'ignorais donc l'usage selon lequel on ne doit pas attaquer un président de la République à l'Assemblée. si je l'ai fait, c'est par souci de transparence, par confiance dans la vie publique, par probité et pour faire usage de ma liberté de parole, dont je continuerai à faire usage. Je persiste à trouver problématique qu'un inspecteur des finances passe dans une banque d'affaires avec son carnet d'adresses. Un exemple : chez Rothschild, cet inspecteur des finances a négocié pour le groupe Lagardère la cession d'un certain nombre de titres de presse.

Notre inspecteur des finances revient ensuite dans le public, en tant que secrétaire général adjoint de l'élysée et là, il négocie encore pour Lagardère la cession des parts d'EADS !

Mais cette fois au nom de l'État. il y a là une confusion des genres. surtout quand l'industriel en question, monsieur Lagardère, trouve que le deal a été formidable. Et enfin, l'ancien inspecteur des finances devient candidat à la présidence de la République : le groupe Lagardère lui prodigue alors des louanges à longueur de colonnes. il y a là un cas d'école qui marque l'imbrication du pouvoir politique, du pouvoir de l'argent et du pouvoir des médias. Cela rentre donc pleinement dans notre débat sur la confiance dans l'action publique.